



### **Agriculture biologique : quelle vision politique ? Les paysan-nes bios réclament cohérence et clarté !**

**Paris, mardi 7 novembre 2017.** Le 8 novembre 2017, les productrices et producteurs du réseau FNAB se mobiliseront en Bretagne (Rennes – 12h) et en Grand-Est (Nancy - Place Charles 3 à 10h) pour demander aux grandes régions un engagement sans ambiguïté en faveur du développement de l'agriculture bio. Les paysan-nes bios sortent de deux années d'insécurité financière liée aux retards de paiement des aides de la politique agricole commune. L'absence d'ambition politique nationale pour le développement de la bio et le jeu de ping-pong entre l'Etat et les régions va faire perdurer ce climat d'insécurité, pesant ainsi sur la dynamique de conversion et fragilisant un peu plus l'état du marché.

#### **8% de SAU bio en 2021 : l'objectif à reculons du ministère de l'Agriculture**

En refusant aux régions les 400 millions d'euros de fonds européens nécessaires au paiement des aides bio sur les 3 prochaines années et en supprimant le financement national des aides dites « au maintien » le ministère de l'Agriculture installe une nouvelle situation d'insécurité financière pour les productrices-eurs bio.

Alors que pour le budget national, cette aide représentait à peine 10 millions d'euros par an et était la seule rémunération des services environnementaux rendus par l'agriculture biologique. Un mois après la conférence de presse du Président de la République à Rungis, la FNAB n'a encore aucune information sur les 200 millions d'euros annoncés pour rémunérer les services environnementaux rendus par l'agriculture, la décision de suppression de l'aide au maintien étant, elle, effective au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

*« Les retards de paiement des deux dernières années ont fragilisé les paysan-nes bios et une nouvelle décision tombe en plein milieu de programmation européenne alors qu'aucun autre dispositif n'a encore été pensé pour prendre le relai, c'est surréaliste ! »* déclare Stéphanie Pageot, présidente de la FNAB.

#### **La FNAB demande aux régions de prendre temporairement le relai d'un Etat défaillant**

Il est primordial d'éviter une nouvelle période d'insécurité financière. Dans les régions limitrophes, comme le Grand-Est, la suppression de l'aide au maintien va générer une forte distorsion de concurrence avec les voisins qui soutiennent la rémunération des services environnementaux. A titre d'exemple les grandes cultures bénéficient de 280 euros/ha en Allemagne et de 400 euros/ha en Belgique au titre de l'aide au maintien.

La FNAB demande aux régions d'adopter une position pragmatique et non dogmatique sur l'aide maintien et de trouver des solutions pour financer un dispositif qui coûte peu, tant qu'aucun autre dispositif de rémunération des services environnementaux n'est en place !

La FNAB demande au gouvernement la mise en place d'une concertation nationale sur les 200 millions d'euros annuels pour les services environnementaux annoncés par le Président de la République et la révision de l'objectif de 8% pour un véritable objectif ambitieux de 20% de la SAU bio en 2022 !

#### Contacts presse :

Stéphanie Pageot, présidente de la FNAB – 06 76 41 81 26

Julien Sauvée, vice-président de la FRAB Bretagne – 06 13 99 42 97

Sylvie Corpart, porte-parole de Bio Grand Est – 06 76 30 68 94